

Sortir de l'austérité !



Le SNESUP-FSU a organisé le 20 novembre 2014 à Paris Descartes une manifestation ayant pour thème l'austérité dans l'ESR, qui faisait suite aux actions¹ menées sur les problèmes budgétaires et d'emploi dans l'ESR, et s'inscrivait dans la semaine d'action de la FSU.

À cette occasion, une trentaine d'universités étaient représentées par des militants du SNESUP-FSU, élus le plus souvent dans les conseils. La participation de présidents d'universités, de la conférence des directeurs des UFR scientifiques, de la CPCN, de la CPCNU, de parlementaires², de syndicats de l'ESR a permis un ensemble de témoignages, d'interventions et d'échanges riches, montrant l'existence de difficultés partout, malgré la diversité des situations.

Que ce soit pour des universités de « petite taille », des universités fusionnées, des universités mono ou pluri-disciplinaires, pour les UFR scientifiques ou de SHS comme pour les ESPE, le même constat s'impose : la situation est intenable, pour les étudiants, pour tous les personnels et souvent même pour les présidences, selon les témoignages des deux présidents présents. Au-delà des aspects quantitatifs budgétaires (manque de moyens pour assurer les missions d'enseignement et de recherche), le pilotage par l'austérité budgétaire conduit à la perte des libertés scientifiques et pédagogiques, dans un cadre d'universités à deux vitesses selon qu'elles sont inscrites dans les COMUE prétendant aux appels à projet du PIA2 de type Idex ou de type ISITE. L'austérité conduit à une situation de l'emploi de plus en plus dégradée, que ce soit pour les universités³ ou les organismes, avec des pertes nettes d'emplois et une augmentation constante de la précarité.

La réduction de 136 millions d'euros des crédits de la Mires (soit une baisse de 0,6 % par rapport à 2014), dont 70 millions pour le programme « formations supérieures et recherche universitaire »⁴, votée à l'assemblée nationale le 18 novembre 2014 ne fait qu'aggraver la situation !

Dans la discussion avec les parlementaires, il a été pointé que le bloc s'opposant à toute remise en cause du Crédit Impôt Recherche se fissure : si ce sujet était « inabordable » l'an passé, il a fait l'objet cette année d'une série d'amendements émanant des groupes GDR, PS, EELV et Radicaux, puis de la commission des finances, finalement rejetés par l'assemblée nationale. Mais les modalités de calcul et les conditions d'attribution du CIR sont de plus en plus largement et ouvertement remises en cause.

La poursuite et l'amplification de la mobilisation des personnels et des étudiants de l'ESR, avec leurs syndicats, leurs collectifs, leurs instances nationales sont nécessaires i) pour enfoncer le coin dans l'apparente unité pour défendre le CIR actuel ; ii) pour exiger un collectif budgétaire pour répondre à la situation d'urgence actuelle dans les universités et les organismes ; iii) pour obtenir un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires de la fonction publique d'Etat pour les universités et les organismes.

La prochaine étape se situe le 24 novembre, jour d'examen de COMUE au CNESER. À cette occasion un rassemblement⁵ se tiendra devant le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur et la Recherche, rue Descartes à Paris, à partir de 12 h 30 pour soutenir nos élus qui présenteront des motions relatives au budget et aux COMUE.

L'étape suivante intervientra le 11 décembre 2014, journée nationale d'action dans l'ESR soutenue très largement⁶, sur le thème des budgets et de l'emploi dans l'ESR. Cette journée donnera lieu à une manifestation à Paris et en province, et pourra être précédée dans nos établissements par des assemblées générales et des rassemblements à l'occasion des votes de budgets par les conseils d'administration. Un préavis de grève sera déposé pour le 11 décembre.

L'implication de toutes et tous est primordiale !

1. Manifestations du 17 octobre et du 4 novembre avec des syndicats de l'ESR, des collectifs, des instances nationales
2. Marie George Buffet pour le groupe GRC; Isabelle Attard, pour EELV, n'a pu être présente
3. Voir l'étude de la CPCNU : <http://www.cpcnu.fr/web/cpcnu/documents>, répertoire Divers/EmploiScientifique
4. Jugée « incompréhensible » par la CPU dans sa motion unanime du 20 novembre 2014
5. Communiqué intersyndical pour le rassemblement du 24 novembre : <http://snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7162&pid=5>
6. Appel pour le 11 décembre 2014 : <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7160&pid=5>

4 décembre : élections professionnelles

